



**CAPITAL HUMAIN ET ATTRACTIVITE TERRITORIALE AU
MAROC**

CAS DE LA REGION DE BENI-MELLAL – KHENIFRA

**HUMAN CAPITAL AND TERRITORIAL ATTRACTIVENESS IN
MOROCCO**

CASE OF THE BENI-MELLAL – KHENIFRA REGION

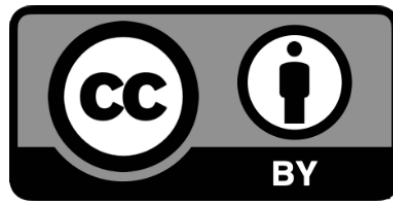
10.5281/zenodo.7121085

AUTEUR

Nadia ZEKHNINI

**Doctorante en Management Organisationnel et
Ressources Humaines**

**MADISON INTERNATIONAL INSTITUTE &
BUSINESS SCHOOL (GBR), CAMPUS
INTERNATIONAL DE RABAT – MAROC**



**INSTITUT D'ETUDES SOCIALES ET MEDIATIQUES
معهد الدراسات الاجتماعية و الإعلامية
SOCIAL AND MEDIA STUDIES INSTITUTE**

ورزازات - فاس - مكناس - الرباط

**ISSN : 2820-6991
DEPOT LEGAL: 2022PE0021**

CAPITAL HUMAIN ET ATTRACTIVITE TERRITORIALE AU MAROC : CAS DE LA REGION DE BENI MELLAL – KHENIFRA



Nadia ZEKHNINI

Doctorante en Management
Organisationnel et Ressources
Humaines.

Madison International Institute &
Business School (GBR), Campus
International de Rabat – MAROC

RESUME

L'attractivité territoriale présente un facteur définissant le territoire, puisqu'elle fait appel aux différents facteurs favorisant la compétitivité de cet espace dans un monde cherchant les opportunités tout en s'éloignant des risques. D'où, pour qu'un territoire soit attractif, il doit jouir, à la fois, d'un capital humain et d'un capital matériel comme conditions nécessaires sans qu'elles soient suffisantes. Sachant que la région de BENI-

MELLAL – KHENIFRA est une région riche en ressources naturelles, notre fil conducteur repose sur la question suivante : *En quoi le capital humain est-il l'incarnation du répertoire des attractions ou d'expulsion d'une région ?*

On suppose que cette région connaît une dynamique forte en termes d'urbanisation et de transition démographique qui lui permet de favoriser son avantage concurrentiel dans l'économie nationale, et promouvoir la prospérité de sa population, mais, les ressources humaines de la région souffrent d'insuffisance des facteurs permettant le passage des ressources humaines au capital humain.

Mots-clés : Capital humain, Attractivité territoriale, Ressources humaines, Région Béni Mellal – Khénifra

HUMAN CAPITAL AND TERRITORIAL ATTRACTIVENESS IN MOROCCO:
CASE OF THE BENI MELLAL – KHENIFRA REGION

Nadia ZEKHNINI

PHD Student in Organizational
Management and Human Resources.

Madison International Institute &
Business School (GBR), Rabat
International Campus - MOROCCO

ABSTRACT

The territorial attractiveness presents a defining factor in the territory. It uses the different factors promoting the competitiveness of this space in a world seeking opportunities while away from risk. Consequently, for a territory to be attractive, it must have both human and material capital as necessary conditions without being sufficient. Knowing that the BENI-MELLAL - KHENIFRA region is a region rich in natural resources, we will try to address the following question: *How is human capital the embodiment of the repertoire of attractions or expulsion from a region?*

It is assumed that this region is experiencing a strong dynamic in terms of urbanization and demographic transition that allows it to foster competitive advantage in the national economy, and promote the prosperity of its population. Meanwhile, the human resources of the region are suffering from insufficient factors allowing the transition from human resources to human capital.

Keywords: Human capital, Territorial attractiveness, Human resources, Béni Mellal - Khenifra region.

INTRODUCTION

L'attractivité territoriale présente aujourd'hui l'une des notions à base desquelles se détermine l'évaluation des territoires en ce qui concerne leurs capacités d'attirer les investisseurs et y promouvoir la vie économique. Par conséquent, elle présente un facteur définissant le territoire lui-même puisqu'elle fait appel aux différents facteurs favorisant la compétitivité de cet espace dans un monde économique cherchant les opportunités tout en s'éloignant des risques : climat de paix, garanties de sécurité, infrastructures très bien connectées, régime fiscal approprié,...et surtout des ressources humaines capables de traduire les programmes et les plans en des résultats tangibles. Autrement dit, pour qu'un territoire soit attractif, il doit jouir, à la fois, d'un capital humain et d'un capital

physique comme conditions nécessaires sans qu'elles soient suffisantes.

En effet, le capital humain est l'un des axes les plus importants de toute attractivité que peut avoir une région. Dans ce sens, on désigne par capital humain « l'ensemble des connaissances et des compétences acquises par les individus tout au long de leur vie et à leur état de santé qui leur permettent de réaliser pleinement leur potentiel en devenant des membres productifs de la société »¹. De ce fait, le capital humain réfère à un processus de construction menant à « produire » cet acteur pouvant lui aussi produire de la valeur ajoutée, contribuant à consolider

¹<https://www.banquemondiale.org/fr/publication/human-capital/brief/the-human-capital-project-frequently-asked-questions>

l'attractivité de sa région, et maintenir une croissance économique durable.

Or, la région de BENI-MELLAL – KHENIFRA est une région très riche en ressources naturelles, sur laquelle vivent 2.628.133 habitants dont 1.257.059 proviennent de zones rurales et 1.371.074 de zones urbaines². Comment le capital humain peut-il favoriser l'attraction ?

Ce travail vise à dresser le portrait du capital humain de la région notamment en ce qui concerne la répartition géographique et démographique de la population, les services de santé et d'éducation, la mobilité des gens et leurs qualités de formation... Notre objectif général est de démontrer le pouvoir explicatif du capital humain sur l'attractivité territoriale.

Ceci nécessite une mise en contexte théorique (I) avant de présenter notre cheminement méthodologique (II), les résultats collectés (III), et leurs interprétations (IV).

I. MISE EN CONTEXTE THEORIQUE

Chercher le lien entre le capital humain et l'attractivité d'un territoire nous pousse obligatoirement à cerner les trois concepts: capital humain (a), territoire (b) et attractivité (c).

1. Aspects théoriques du capital humain

Le terme « capital humain » a été inventé pour la première fois par l'économiste du développement Theodore Schultz en 1961, a été codifié en 1964 par Gary Becker, (qui a reçu le prix Nobel d'économie en 1992). Ils le définissent comme un ensemble de traits, de talents innés, d'inclinations,

² <http://www.equipement.gov.ma/Carte-Region/RegionBeniMellal/Presentation-de-la-region/Monographie/Pages/Monographie-de-la-region.aspx>

d'attitudes, de valeurs respectées, de capacités et de connaissances acquises qui peuvent être enrichies grâce à des investissements privés. Pour la Banque mondiale, le capital humain est « l'ensemble des connaissances, des compétences et de l'expérience que les individus possèdent et qui leur permettent d'être économiquement productifs ».

L'OCDE (1996) définit le capital humain comme « les connaissances que les personnes acquièrent en elles-mêmes et utilisent pour produire des biens ou des services, dans des contextes marchands ou non marchands ». Elle dénombre ses constituants « des connaissances, des qualifications, compétences et autres qualités qui favorisent le bien-être personnel, social et économique » (OCDE, 2017).

Les définitions récentes du capital humain le considèrent comme une source de richesses et de valeurs. En effet, il participe effectivement à l'amélioration de la productivité, mais joue également un rôle déterminant dans l'innovation (Bouteiller et al., 2013; Keeley, 2004; OCDE, 1998; Yaroson et al., 2017). Cette dimension est caractérisée par les compétences émotionnelles que possède la personne ; ce sont des compétences qui sont bénéfiques pour la croissance personnelle, professionnelle et organisationnelle. Si certains auteurs avancent que le capital humain ressemble au capital émotionnel (Robinson et al., 2008 ; Vinokur, 2017) et au capital relationnel, cet aspect est plus ou moins lié aux réseaux relationnels institutionnalisés (Bourdieu, 1980).

De sa part, Joseph Stiglitz (2007) définit le capital humain comme « l'ensemble des compétences et de l'expérience accumulées qui ont pour effet de rendre les salariés plus productifs ». Samuelson et Nordhaus (2000) rajoutent qu'il constitue le « stock de connaissances techniques et de qualifications caractérisant la force de

travail d'une nation et résultant d'un investissement en éducation et en formation permanente ».

2. Le territoire

La notion de territoire est l'une des notions qui porte équivoque. Elle souffre d'un flou conceptuel majeur. Elle se trouve en carrefour de la géographie, l'histoire, l'éthologie, la politique, etc. Le terme vient du latin « territorium », dérivé de terra (« terre »), c'est-à-dire à un objet géographique, souvent conçu comme un espace de référence situé à l'intérieur de « frontières » naturelles (géographie physique) ou politique sur lequel peuvent vivre des êtres humains. Mais cet objet s'est transformé progressivement pour devenir « un système socio-patrimonial, c'est-à-dire comme les interrelations entre rapports sociaux (liens entre acteurs) et ce que nous nommons rapports patrimoniaux (liens à l'espace et au temps) » (Sébastien, L. 2014). Il s'agit d'une transformation en outil opératoire avec des facettes organisationnelles, identitaires, naturelles liées aux ressources, etc.

En fait, le territoire est un lieu de ressources vu comme combinaison entre des facteurs naturels, des facteurs humains compte tenu d'un contexte social, institutionnel, politique et culturel voire ethnique. Par conséquent, « la notion de territoire mêle éléments objectifs et subjectifs, associe ce qui a trait à l'humain à ce qui a trait à l'environnement » (Sébastien, L. 2014). Elle est loin de se réduire en « espace », qui « ne renvoie pas à un travail humain, mais à une combinaison complexe de forces et d'actions mécaniques, physiques, chimiques, organiques, etc. » (Claude Raffestin, 1986, p. 177). Le territoire est, ainsi, indissociable des êtres humains ; c'est un espace d'appartenance et d'appropriation, c'est-à-dire un espace chargé d'identité, qui conserve sa spécificité au sein des différents espaces

qui l'entourent. Il s'agit bien « d'une réalité géographique socialement construite, au fil des siècles, par des sociétés organisées pour répondre à leurs besoins de fonctionnement, de sécurité et de développement » (Berriane, 2015, p. 31-60, p.33).

3. Attractivité du territoire

L'attractivité peut être définie comme la capacité d'une zone géographique un espace pour attirer les hommes et les compétences et faire s'implanter des entreprises tout en offrant ces acteurs les conditions optimales pour se situer dans cette zone géographique espace. Selon OCDE (2005), l'attractivité se définit comme « la capacité d'attirer une main-d'œuvre qualifiée et des compétences comme moyen de favoriser le développement économique et régénération ». A cet égard, le concept d'attractivité territoriale est défini comme, « la capacité d'un territoire à offrir acteurs les conditions qui les convainquent de situer leurs projets sur leur territoire plutôt que sur un autre ».

Selon Hatem (2004), l'attractivité repose sur la capacité de territoire à offrir des conditions accueillantes aux investisseurs, plus susceptibles d'inciter les investisseurs à y implanter des projets que dans une d'autre territoire. On retrouve aussi, Khalfaoui et Lamari (2015), qui se contredit en réitérant que la richesse des territoires ne vient pas uniquement du secteur manufacturier mais aussi des dépenses, telles que les impôts locaux, les retraites, les revenus liés à la consommation et le tourisme. En d'autres termes, toute politique visant à accroître l'attractivité d'un territoire ne doit plus se limiter à encourager les entrées de capitaux et les entreprises (économie résidentielle), mais doit s'attacher parallèlement et conjointement au niveau d'intérêt, à attirer les revenus de la population occasionnelle telle que touristes et étudiants.

Par ailleurs, Veltz et Weil (2014) définissent l'attractivité comme un concept complexe qui fait référence aux territoires, prenant en compte l'interaction entre trois facteurs : la mondialisation industrielle parallèle à la mondialisation financière, dans un monde d'échanges et de production de plus en plus transnationaux, ainsi que l'urbanisation (la polarisation économique), et les formes d'organisation de l'entreprise.

L'attractivité territoriale fait généralement référence à la capacité de ces territoires à attirer et retenir des facteurs de production et/ou de population mobiles. En d'autres termes, c'est la capacité des espaces qui sont temporairement ou définitivement entretenus par un acteur comme lieu d'implantation de tout ou partie de ses activités.

II. CHEMINEMENT METHODOLOGIQUE

1. Conception conceptuelle de la recherche

Les méthodes de recherche ont été l'analyse et la synthèse de la base théorique. La base théorique et méthodologique de l'étude est constituée par la théorie de l'attractivité territoriale et la théorie du capital. Lors de l'évaluation de la relation entre l'attractivité du territoire et le capital humain, ils ont utilisé l'analyse de contenu des sites web des autorités étatiques et locales, et organismes statistiques.

2. Terrain d'étude

Nous avons choisi la région de Béni-Mellal Khénifra au Maroc comme domaine d'étude. Le choix de ce niveau infranational est motivé par deux raisons. Premièrement, le niveau régional permet d'étudier l'attractivité selon l'approche microéconomique (micro) par l'offre territoriale complexe de Hatem 2004, en appréhendant les dynamiques territoriales existantes et les relations synergiques.

Deuxièmement, dans le contexte marocain, ce niveau régional regroupe tous les types d'acteurs impliqués dans la formation de l'attractivité territoriale des investissements (acteurs institutionnels, acteurs économiques, chercheurs...). En revanche, si l'on raisonne sur la proximité, la région apparaît comme l'échelon territorial le mieux placé pour appréhender la proximité. En effet, le rôle de la région en tant qu'organisation territoriale est généralement complémentaire des dispositifs centraux et nationaux de développement de l'attractivité des investissements au Maroc. Donc, comment se présente le capital humain de cette région ?

III. RESULTATS : CAPITAL HUMAIN DE LA REGION BENI MELLAL-KHENIFRA – CARTOGRAPHIE ET DEFIS

A la suite des profondes transformations économiques, sociétales et politiques qu'a connues le Maroc dès les années 90, le concept de territoire est placé au rang des priorités nationales et fait l'objet d'un véritable débat public. En outre, au cours des vingt dernières années, la notion de la région en tant qu'outil de gestion territoriale s'est imposée. Elle présente l'un des niveaux de l'organisation territoriale décentralisée du pays, fondée sur une régionalisation avancée selon l'article premier de la constitution. Notre terrain d'étude est l'une des douze régions du Royaume : Béni Mellal-Khénifra.

Située au centre du Maroc, la région de Béni Mellal-Khénifra s'étend sur une superficie de 28.088 Km², soit 4% du territoire national³, regroupant cinq provinces : Azilal, Béni Mellal, Fquih Ben Salah, Khénifra et Khouribga, 135 communes, dont 16 municipalités et 119

³<http://www.benimellalkhenifra.ma/ar/ps/%D8%A8%D8%B7%D8%A7%D9%82%D8%A9-%D8%AA%D8%B9%D8%B1%D9%8A%D9%81%D9%8A%D8%A9> (consulté le 17/6/2022).

communes rurales. Par son patrimoine naturel (hydraulique et forestier) riche, son potentiel agricole, les opportunités offertes par l'activité minière, les grands projets structurants (infrastructures de liaisons et plateformes agro-industrielles et commerciales), la région présente un intérêt stratégique. Ces atouts présentent des éléments d'attraction pour la région, mais qui ne peuvent être valorisés qu'en présence d'un capital humain pouvant les mettre en valeur. Comment se présentent, donc, la population de la région (1), et à quel point peut-on parler d'un capital humain dans cette région (2) ?

1. Population de la région de Béni Mellal-Khénifra

Selon le Recensement général de la population et de l'habitat de 2021, la population de la région Béni Mellal-Khénifra est estimée à 2 628 133 habitants, dont 51,17% sont urbains⁴. Un taux inférieur à celui enregistré au niveau national (60,36%). La densité, quant à elle, est de 90,75 habitants par km²⁵, très élevée par rapport à la moyenne nationale (47,6 hab/km²). Ce faisant, la région arrive à la sixième position en termes de densité après les régions de Casablanca-Settat, Rabat-Salé-Kénitra, Tanger-Tétouan-Al Hoceïma, Marrakech-Safi et Fès-Meknès.

La population de la région de Béni Mellal-Khénifra est répartie d'une manière équilibrée entre les provinces, allant de 15% au niveau de Khénifra jusqu'à 22% pour Azilal et Béni Mellal, Fquih Ben Salah concentre 20% et Khouribga regroupe 21% de la population. Cependant le taux d'urbanisation dans la région de Béni Mellal-Khénifra qui a atteint 51,17% en 2021, diffère d'une province à l'autre. En effet, plus des deux tiers de la

population urbaine de la région sont concentrés dans les trois provinces de Béni Mellal (71,9%), Khouribga (64,6%), et Khénifra (60,1%) soit 75% du total de la population urbaine de la région. Le taux marque 19,3% à Azilal, et atteint 42,4% à Fquih Ben Saleh.

Le taux d'urbanisme dans la région agit directement sur le taux de chômage (c'est-à-dire, la part des chômeurs dans la population active âgée de 15 ans et plus. On l'obtient par le rapport de l'effectif des chômeurs à celui des actifs âgés de 15 ans et plus), sachant qu'en 2021, la région Béni Mellal- Khénifra comptait 860 988 d'actifs, soit un taux d'activité de 44,4% contre 45,3% au niveau national.

Dans la même période, la région a enregistré un taux de chômage de 9,6% contre 12,3% au niveau national. Le chômage dans la région reste un phénomène essentiellement urbain. Le taux de chômage a ainsi atteint 14,4% en milieu urbain contre 5,5% seulement en milieu rural⁶. Par ailleurs, la région connaît une prépondérance du chômage de longue durée. En effet, en 2017, 74% des chômeurs le sont, depuis plus d'une année et 62,7% n'ont jamais travaillé selon les résultats de l'enquête nationale sur l'emploi, au moment où la population active dans la région était de 830 540, soit un taux d'activité de 45,7%.

D'autre part, la région est touchée par le taux élevé des NEET (Not in Employment, Education or Training). En effet, 34,2% des jeunes entre 15-24 ans ne sont ni au travail, ni en éducation, ni en formation : la part des jeunes femmes est plus élevée avec 55,1%, un taux qui est aussi plus élevé par rapport au taux national qui est de 46%, et le milieu rural est plus concerné par ce phénomène avec 38,7% de la totalité des jeunes entre 14 et 25 ans. Cependant la

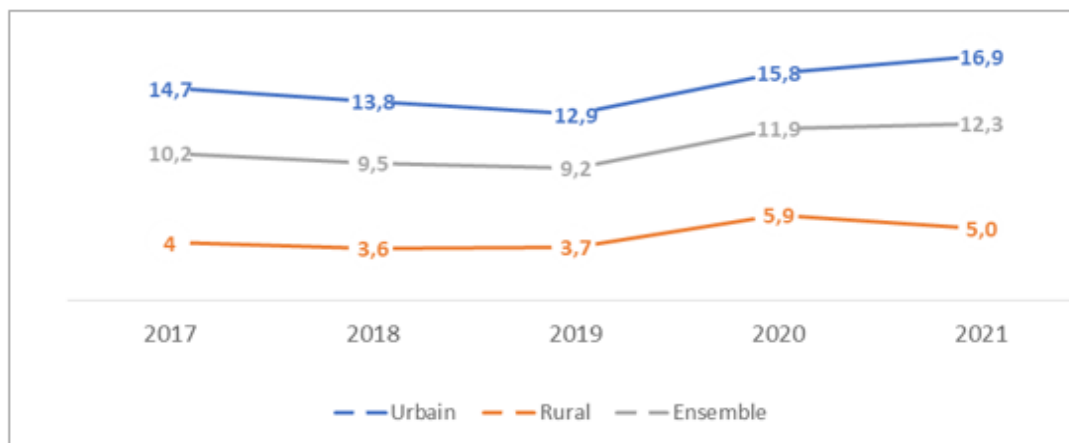
⁴ https://www.hcp.ma/region-drta/Population_a69.html#:~:text=En%202021%2C%20la%20population%20de,population%20totale%20de%20la%20r%C3%A9gion.

⁵ [La région de Béni Mellal-Khénifra - pncl.gov.ma](https://www.pncl.gov.ma)

⁶ https://www.hcp.ma/La-situation-du-marche-du-travail-en-2021_a2810.html

région de Beni Mellal- Khénifra est l'une des trois régions qui « enregistrent les taux les plus bas de chômage en 2021 »⁷.

Graphe 1 : Evolution du taux de chômage au Maroc depuis l'année 2017⁸ (en %)



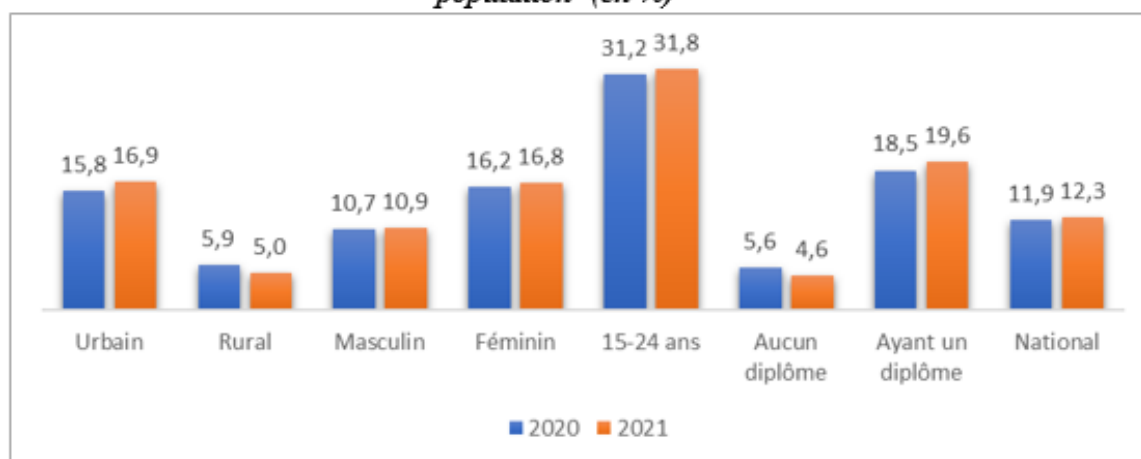
Source: Note d'information du Haut-Commissariat au Plan relative à la situation du marché du travail en 2021.

Cette hausse du chômage cache des disparités au niveau de l'ensemble des catégories de la population. En effet, le taux de chômage s'est accru respectivement de 0,6 point pour les femmes, passant de 16,2% à 16,8% alors que ce taux a quasiment stagné pour les hommes (de 10,7% à 10,9%). Selon le diplôme, le taux de chômage a enregistré une hausse de 1,1 point parmi les

diplômés, passant de 18,5% à 19,6%, et une baisse de 5,6% à 4,6% parmi les personnes sans aucun diplôme.

Selon l'âge, le taux de chômage a augmenté de 0,6 point pour les jeunes âgés de 15 à 24 ans, passant de 31,2% à 31,8% et de 1,1 point pour les personnes âgées de 25 à 34 ans, passant de 18,5% à 19,6%.

Graphe 2 : Evolution du taux de chômage entre 2020 et 2021 pour certaines catégories de la population⁸ (en %)



Source : Note d'information du haut-commissariat au plan relative à la situation du marché du travail en 2021

⁷ - Ibid

Le taux d'activité de la population rurale est nettement supérieur à celui de la population urbaine ; il s'agit de dominance du chômage urbain ; caractéristique des pays en voie de développement.

2. Défis et atouts

Etant donné qu'un territoire « est souvent pris dans le sens d'un espace basé sur l'appartenance de groupes humains à un espace qui est à la fois social et culturel, un domaine de vie et d'aménagement, une zone d'influence politique ou de projet de développement »⁸, la qualité et l'engagement des ressources humaines présentent des éléments déterminants de ce territoire. Ces éléments peuvent être lus à travers les indicateurs du développement humain. On focalisera quatre critères : l'éducation, la santé, l'infrastructure de transport, et la pauvreté.

2.1. L'éducation

L'infrastructure scolaire de la région est composée d'un réseau de 1889 établissements pour le primaire, 129 collèges (publics et privés) et 175 lycées offrant 37 internats dont 12 seulement sont en milieu rural. Pour le supérieur, Béni Mellal-Khénifra dispose de quatre facultés : trois facultés à Beni Mellal (FST, Faculté Poly disciplinaire, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines) relevant de l'Université Sultan Moulay Slimane, une faculté poly disciplinaire à Khouribga et Azilal. À cela s'ajoutent d'autres écoles supérieures comme les classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE), l'école nationale de commerce et de gestion (ENCG), le centre de formation des instituteurs, l'école supérieure de technologie à Fkih Ben Saleh, l'école supérieure de technologie à Khénifra, plus une école d'ingénieur à Khouribga l'école nationale des sciences appliquées (ENSA) ,

⁸ - Mohamed Berriane, op, cit.

les centres BTS qui visent à former des techniciens et des techniciens spécialisés.⁹

2.2. La santé

L'infrastructure sanitaire de la région se trouve embarrassée par la forte demande qui se combine aux difficultés d'accéder aux services de santé surtout sous l'ombre d'un indice de pauvreté inquiétant. En fait la région ne disposait la région ne dispose que de 9 hôpitaux généraux et aucun hôpital spécialisé, offrant une capacité litière de 1.437 lits 45% à la province de Béni Mellal, 47 centres de santé urbains dont 6 disposent d'une unité d'accouchement. 120 centres de santé ruraux communaux dont 47 sont équipés d'une unité d'accouchement et 97 dispensaires ruraux¹⁰. L'encadrement médical public est assuré au niveau de la région par 869 médecins dont 583, soit 57% exercent au niveau des deux provinces de Béni Mellal et de Khouribga. Le secteur privé compte 26 cliniques, 272 cabinets privés de consultation médicale, 139 cabinets dentaires dont 16 travaillaient dans le secteur public ; le nombre de pharmaciens était de 620, dont 17 étaient des employés du ministère de la santé et l'encadrement paramédical est assuré par 1869 infirmiers dont 1345 sont des diplômés d'Etats, 521 infirmiers auxiliaires et 3 adjoints de santé brevetés¹¹.

2.3. La pauvreté

Le taux de pauvreté dans la région de Béni Mellal-Khénifra s'est situé à 10,4%. En comparaison avec le taux national, il présente un écart négatif d'un 1,5 point (le taux national est de 8,9%). La pauvreté est beaucoup plus ancrée en milieu rural dans la région : 15 communes

⁹<http://coeurdumaroc.ma/cri/public/fr/secteurs-activites/formation.html>

¹⁰<https://www.hcp.ma/region-drta/docs/Publications/Monographie%20R%20gionale%20BMK%202017.pdf>

¹¹ Ibid.

rurales ont un taux de pauvreté supérieur à 20%, ce qui représente 7,5% de la population. Par ailleurs, le taux de vulnérabilité dans la région demeure supérieur à la moyenne nationale pour les provinces de Khénifra et d'Azilal en raison notamment de leur nature montagnaise, ce qui pose la question épineuse d'infrastructure routière dans la région.

2.4. Réseaux de transport

La région dispose d'un réseau routier moyennement dense. La longueur totale du réseau routier de la Région de Béni Mellal-Khénifra est d'environ 4290 km, dont 79 % est revêtue. Ce réseau est constitué de 339 km de routes nationales, 1488 km de routes régionales dont 1341 km revêtues 2463 km de routes provinciales dont 1692 km revêtues¹².

En matière d'infrastructures ferroviaires, la région de Béni Mellal-Khénifra est desservie par un chemin de fer liant Casablanca à Khouribga, de 154 km, desservant essentiellement l'exploitation du phosphate. En plus, la région possède un aéroport, mais dont le nombre des mouvements d'avions est extrêmement réduit, puisque le trafic régulier ne dépassait pas, en moyenne annuelle, deux vols par jour, pour s'annuler catégoriquement depuis la crise sanitaire jusqu'à nos jours.

Par conséquent, la région Béni Mellal-Khénifra n'a pas encore pu bénéficier d'infrastructures de transport suffisantes et performantes, pouvant contribuer au soutien d'un développement territorial. De telles conditions ne favorisent pas aisément les communications inter et extra région, mais les rendent pénibles.

¹² <http://www.transport.gov.ma/carte-region/RegionBeniMellal/Patrimoine-des-infrastructures-regionales/Reseau-routier/Pages/Synthese-Reseau-Routier-TA.aspx> .

Prenant en considération les données précitées, le capital humain de la région paraît conditionné par plusieurs facteurs. D'une part, l'éducation ; clé du développement, se trouve enclavée et incapable de satisfaire son rôle ; l'enseignement préscolaire reste le parent pauvre du système éducatif de la région puisque ce réseau ne compte que 681.015 enfants, encadrés par 38.103 éducateurs et éducatrices, et même l'évolution des taux de scolarisation (surtout au primaire) cache de grandes disparités qui passe par une très forte opposition entre urbains et ruraux et, parmi ces derniers, entre garçons et filles. L'isolement des populations dans le milieu rural fait partie des grands problèmes du capital humain de la région. D'autre part, l'accès à la santé s'avère très médiocre vu l'infrastructure sanitaire et la réalité de la couverture sociale dans la région. Cependant, malgré tous les problèmes qu'on peut souligner, l'homme présente la richesse de la région dans laquelle il faut investir pour faire d'elle le levier de tout développement, car l'investissement dans le capital humain est souvent présenté comme une condition nécessaire au décollage de l'économie.

IV. INTERPRETATION : CAPITAL HUMAIN DE LA REGION BENI MELLAL – KHENIFRA ENTRE ATTRACTION ET REPULSION

On désigne par attraction territoriale « la capacité d'un territoire à être choisi par un acteur comme zone de localisation (temporaire ou durable) pour tout ou partie de ses activités » (Poirot J. et Gérardin H. 2010, p : 27). Plusieurs éléments en font les fondements, mais notre étude focalise le capital humain.

L'importance du capital humain remonte déjà à Adam Smith (1776), dans la richesse des nations, qui affirmait l'importance du rôle de l'éducation et de la formation

comme déterminant de la productivité et par conséquent de l'attractivité corollaire de la compétitivité. Dans la théorie du capital humain, l'éducation est considérée comme un investissement que l'individu effectue en vue de la constitution d'un capital productif. Même, on parle de construction de ce capital car « l'idée d'investir dans les personnes en milieu organisationnel s'est imposée pour répondre aux mutations technologiques et économiques. Cela implique le basculement du modèle d'entreprise capitaliste vers une posture d'entreprise managériale » (Victor Mignenan, 2020, p : 116).

En fait, « la dynamique de la mondialisation exacerbe la compétitivité entre les firmes...elle met aussi en rivalité les économies nationales en tant que territoires spécifiques...il s'agit donc d'augmenter l'offre d'avantages compétitifs pour répondre à la pression concurrentielle » (Michalet C.A, 2007, p 119), tout en prenant en considération que si l'on peut facilement définir la compétitivité d'une firme comme sa capacité à dégager de la valeur ajoutée sur la durée, il est plus difficile de déterminer le niveau de compétitivité d'un territoire surtout lorsqu'on parle des ressources humaines et le capital humain.

1. Attractivité territoriale des ressources humaines de la région

Lorsqu'on pense l'attractivité territoriale, on pense à deux dimensions : les acteurs soumis à l'attraction des territoires, ainsi que les facteurs auxquels ils sont sensibles¹³. Pour la région de Béni Mellal-Khénifra, connue par le fort phénomène migratoire, la cible de l'attraction territoriale varie entre deux catégories : l'investisseur potentiel « étranger » qu'il soit marocain ou non, et l'investisseur « local » faisant partie des ressortissants

marocains à l'étranger. De ce fait, l'élément humain de la région fait, en même temps, cible et facteur de l'attraction.

1.1. Points forts des ressources humaines de la région

La transition démographique qu'a connue le Maroc met l'accent sur l'actuelle forte demande d'emploi. Cette transition s'opère dans un contexte de transition politique, culturelle, sociale, économique et technologique qui a amplifié l'impact des mutations démographiques et les exigences de la demande sociale, aussi bien sur le marché du travail que sur les besoins des populations. Ainsi, les liens se tissent entre le territoire et l'être humain car, « comme le territoire national est une composante de l'identité nationale, les sous-territoires qui le composent sont des composantes des identités régionales et locales »¹⁴, et chaque région cherche à s'appuyer sur son capital humain pour toute relance. En effet, le capital humain se présente comme un ensemble de capacités, de compétences et de connaissances des travailleurs individuels qui favorisent le bien-être personnel, social et économique. Il présente la pierre angulaire de toute productivité, et par suite la compétitivité de la région ; c'est un indicateur adéquat permettant d'analyser le dynamisme du territoire et favoriser son attractivité.

En effet, la zone Beni Mellal-Khénifra a récemment commencé à s'imposer comme un pôle d'opportunités économiques et attire de nombreux investisseurs à la recherche d'un environnement très dynamique et viable pour les affaires et l'entrepreneuriat.

Encouragés par le grand potentiel de la région et le puissant dynamisme qu'elle connaît ce territoire au centre du Maroc, de nombreux investisseurs y ont mis les pieds

¹³ - Poirot Jacques, Gérardin Hubert, op, cit.

¹⁴ - ibid.

pour profiter des atouts divers de la diversité et des atouts indéniables et prometteurs qu'offre cette région aux hommes marocains et aux entreprises étrangères dans divers secteurs stratégiques et fondamentaux de l'économie.

L'année dernière, dans une nouvelle pandémie de coronavirus, la région de Béni-Mellal-khénifra a pu attirer 10 milliards de dirhams d'investissements et de nombreux projets créateurs de valeur et d'emplois.

Par ailleurs, la région a enregistré plus de 1 000 nouvelles créations d'entreprises en 2020, en hausse de 12 % sur un an. Les entités nouvellement créées devront créer 2 483 emplois, soit une augmentation de 12 % par rapport à 2019.

Béni Mellal-Khénifra est à bien des égards une région d'avenir. En fait, tout tend à être la destination de choix pour les grands projets d'investissement structurés dans divers secteurs.

Se situant dans le périmètre du pôle économique majeur du Maroc, avec une situation géographique dans un rayon de 300 km où vit la moitié de la population marocaine, les entreprises qui y sont implantées sont devenues un marché potentiel pour plus de 18 millions de consommateurs.

C'est aussi une région caractérisée par des ressources humaines et naturelles considérables, remarquable par son immense potentiel agricole, touristique et minier ainsi que par la qualité de ses infrastructures.

En fait, la région de Béni Mellal-Khénifra, qui compte une population active importante, réalise actuellement près de 6,8% du PIB national, soit environ 60 MMDH (5^{ème} à l'échelle nationale). Dans le secteur agricole, qui reste la principale activité économique en matière de

contribution au PIB de la région (18,6%) et de création d'emplois, la région s'est dotée d'une base industrielle de nouvelle génération pour la transformation des produits agricoles (Agropole) d'une superficie de plus de 208 hectares, attirera des investissements de l'ordre de 3 milliards de dirhams.

Ainsi, le premier secteur qui attire les investissements est le secteur agroalimentaire. La main-d'œuvre rurale présente un atout dans ce sens, contrairement à celle urbaine puisque l'intégration entre l'amont productif agricole et l'aval de la transformation agroalimentaire est modeste au regard des quantités de matières premières générées (la transformation des produits agricoles dans la région s'avère insignifiante en dehors de la production de sucre et du lait).

Pour surmonter ce problème, la région verra la programmation de projets qui contribuent à la promotion et à la modernisation du tissu économique et à l'amélioration du climat des affaires ; une diversification des activités s'avère indispensable pour stimuler la création d'emplois dans des secteurs aussi variés que l'industrie, l'énergie, les mines, le bâtiment et travaux publics. Ainsi, l'essentiel des projets agréés est porté par de grands opérateurs publics ou privés tel que le Groupe OCP qui entreprendra, dans le cadre de sa stratégie de développement industriel durable, plusieurs projets d'envergure concernant l'ouverture de nouvelles mines, l'extension et le développement de laveries de Bni Amir et de Mrah, la nouvelle laverie d'Oulad Fares, la plus grande du monde, ainsi que la mise en place d'ouvrages hydriques et électriques

Toutefois, le tissu industriel récent souffre d'une mauvaise répartition ; il est marqué par une nette concentration à l'ancienne province de Béni Mellal (plus de 56% des entreprises industrielles) suivie de la

province de Khouribga (31%), avec une timide délocalisation perceptible à travers la présence de certaines unités ici ou là dans la région. Ceci explique la relation urbanisme-industrie.

Pour encourager les investissements dans cette branche d'activité, une subvention de 120 millions de dirhams sera levée entre 2020 et 2022 pour la réhabilitation et la création de parcs industriels dans différentes provinces de la région.

De même, environ 250 projets structurés liés aux différents secteurs du développement durable verront le jour dans la région entre 2021-2045 avec un investissement total de 130,2 milliards de dirhams. Puis, sur une période de trois ans (2020-2022), plus de 6 milliards de dirhams y seront mobilisés pour réaliser des projets dans divers domaines.

Ces projets sont une aubaine pour les entreprises nationales qui veulent se positionner à l'échelle de Béni Mellal-Khénifra, une région en pleine expansion et contribuant jusqu'à 6% du PIB national.

Le secteur du tourisme, avec son grand potentiel naturel et écologique, offre également de grandes opportunités et avantages aux investisseurs. Plusieurs programmes visant à revitaliser les principales infrastructures et attraits touristiques de la région et à insuffler un nouveau souffle à l'activité sont en cours grâce à des financements conséquents.

1.2. Les investisseurs de la région comme cible d'attraction territoriale

On focalise notamment les marocains résidant à l'étranger issus de la région de Béni Mellal-khénifra, puisque le phénomène migratoire présente l'une de ses caractéristiques ; car « l'histoire des migrations se fonde sur un savoir populaire fondé sur l'expérience des familles et des

voisins. Cette « *culture de la migration* » a donné naissance à la transformation du *harrag* en prince » (Sofia Laiz Moreira, 2012), futur investisseur qui provient des marges du système économique, et qui sera un acteur au cœur de ce dernier. Il s'agit de positionner ces ressources humaines/princes dans le cadre de la régionalisation avancée pour exposer les compétences des régions à la lumière de la nouvelle loi organisationnelle. Autrement dit, il s'agit de créer des liens entre migration et développement dans la région de Khénifra-Béni Mellal en repensant l'intégration de la migration et des Marocains du monde dans les plans de développement de la région.

En effet, les marocains résidants à l'étranger sont des investisseurs potentiels qui doivent être attirés par leur territoire. Outre l'appartenance, et la question de l'identité locale, les marocains résidants à l'étranger doivent trouver suffisamment d'opportunités dans la région qui les encouragent sinon les pousser à y investir. Le rôle du centre régional d'investissement CRI paraît primordial pour surmonter les difficultés rencontrées par les entrepreneurs et définir un programme d'action permettant le renforcement de la capacité de résilience des entreprises de la région. Dans ce sens, le CRI a parrainé la création d'un club des nouveaux entrepreneurs qui est un espace d'échange et de networking permettant de mieux cibler les différentes actions du Centre envers les très petites et les petites et moyennes entreprises (TPME): formation, coaching, sensibilisation, appui pour le financement.

Si l'on admet que la région est touchée par une « *fièvre des migrations* » qui « a été transmise de génération en génération. Au manque de motivations des jeunes étudiants dans le contexte local, généralement lié à une mauvaise performance scolaire combinée avec un certain sentiment de frustration » (Sofia Laiz Moreira, 2012, p 62-71), il faut que la

production de facteurs pouvant attirer ses ex-frustrés soit l'une des préoccupations des autorités compétentes. Ceci passe par la restriction de tout ce qui pourrait être facteur répulsif, essentiellement lorsqu'il s'agit des ressources humaines.

2. La défaillance de l'infrastructure sociale et le capital humain dans la région

La Région Béni Mellal-Khénifra cherche à devenir une zone à forte attractivité économique. Cette ambition se traduit sur le terrain par d'importants investissements dans différents secteurs. En effet, 203 projets sur 301 sont prévus dans la région de Béni Mellal-Khénifra dans le cadre d'un programme visant à combler les lacunes en matière d'infrastructures et de services sociaux de base durant cette phase III de l'initiative nationale pour le développement humain (INDH), à mettre en œuvre entre 2019-2021, selon les données de la wilaya de la région. Mis en œuvre avec une contribution financière de l'INDH supérieure à 238 millions de dirhams (MDH), ces projets répartis sur 5 provinces de la région avec principalement Béni Mellal, ont mis en œuvre 67 projets avec l'appui de l'INDH sur 83,45 MDH, selon la même source.

La deuxième place revient à Khouribga, avec 54 projets mis en œuvre avec le soutien financier de l'INDH à 55,77 MDH, suivie par Azilal avec 41 projets mobilisant 61,59 MDH de l'INDH, Khenifra (25 projets/17,7 MDH), et Fkih Ben Salah (16 projets / 19,52 MDH).

Néanmoins, parmi les points faibles de la région s'affichent ceux liés au capital humain, sachant que le capital humain est un des deux facteurs de production de base (avec le capital financier) qui permet à chaque nation de créer des richesses et de générer de la croissance. En effet, et en avouant que « l'éducation exerce une influence positive sur le taux de croissance

de l'économie » (Bouoiyour, et Bennaghmouch, 2002), les rapports de la banque mondiale nous poussent à repenser notre système éducatif pour pouvoir être productif, puisque ces rapports montrent que « notre système éducatif comparé avec d'autres pays du même niveau de développement est entaché de dysfonctionnement et ne va pas de pair avec les défis de la mondialisation qui s'imposent au Maroc » (Amara, et Melloul, 2016), parce qu'on peut plus nier que « l'éducation est de plus en plus décisive pour se placer dans la file d'attente, elle joue comme un facteur d'exclusion pour les moins dotés en capital scolaire » (Léné, Alexandre, 2005, p 98).

La situation dans la région de Beni Mellal-Khénifra est plus délicate. Elle est marquée par une insuffisance des établissements et une surcharge des salles sur fond de disparités notoires entre provinces, un taux d'analphabétisme supérieur à celui des moyennes régionales et nationales pour les provinces d'Azilal, Fquih Ben Salah et Khénifra, taux de décrochage scolaire supérieur à la moyenne nationale pour les provinces d'Azilal, Béni Mellal et Fquih Ben Salah, même s'il est inférieur pour les deux autres provinces. Ce problème est lié étroitement au déficit ou lacunes en équipements et infrastructures permettant de communiquer entre les différents coins de la région essentiellement les zones montagneuses, rurales et lointaines. L'accès à l'éducation fait défaut chaque fois que l'école se situe loin du domicile, et bien sûr plus fort pour les filles que pour les garçons.

De sa part, l'infrastructure sanitaire est critique et l'encadrement sanitaire fait défaut en relevant le ratio de 7,1 médecins pour 10.000 habitants et un infirmier pour 1694 habitants dans le secteur public, bien loin de la moyenne nationale (un médecin pour 4040 habitants et un infirmier pour 1339 habitants) sans oublier la disparité au sein de la région.

Etant donné que le travail n'est plus un simple facteur de production, appréhendé exclusivement dans sa dimension quantitative, mais un « produit » subissant la logique de l'offre/demande puisque parmi les facteurs susceptibles d'attirer les investisseurs, le coût et la qualification de la main-d'œuvre, la qualification des ressources humaines de la région est impérative. Or, le niveau de la formation de la main-d'œuvre dépend des caractéristiques du système de formation. Cela revient au fait que l'éducation constitue la source de qualification. Donc, l'attraction territoriale et la croissance économique aujourd'hui sont à rechercher dans l'éducation et la formation. Dans ce sens, la région de Beni Mellal-Khénifra paraît privée d'un potentiel important vu les taux mentionnés (alphabétisme, décrochage scolaire, ...) combinés avec le taux de migrations des cadres soit à destination nationale ou internationale.

En outre, 67% des financements consacrés par l'INDH au programme de rattrapage des déficits en infrastructures et services sociaux de base au niveau de la région Beni Mellal - Khénifra va bénéficier à des projets qui concernent les secteurs des routes et ouvrages d'art.

Les projets ayant trait à l'eau potable s'accaparent 14% des financements de l'INDH alors que les secteurs de l'électricité, de la santé et de l'enseignement détiennent respectivement 10%, 7% et 2% des fonds dédiés par l'INDH au programme de rattrapage des déficits en infrastructures et services sociaux de base dans la région Beni Mellal-Khénifra.

La réalisation des 301 projets prévus pour le rattrapage des déficits en infrastructures et services sociaux de base dans la région nécessitera un financement total de 428,04 MDH dont 408,95 de la part de l'INDH.

Durant la période 2019-2021, 1.379 projets sur les 1.769 programmés au niveau de la région Beni Mellal-Khénifra ont été réalisés dans le cadre des quatre programmes de la phase III de l'INDH, à savoir « le rattrapage des déficits en infrastructures et services sociaux de base », « l'impulsion du capital humain des générations montantes », « l'amélioration du revenu et l'inclusion économique des jeunes », et « l'accompagnement des personnes en situation de précarité ».

CONCLUSION

Les facteurs susceptibles de garantir l'attraction territoriale sont nombreux, et nul investisseur ou entreprise ne se limite à prendre en considération un facteur unique quand il s'agit de déterminer un lieu d'implantation. Toutefois, le capital humain demeure très essentiel ; surtout dans un pays en voie de développement, et dans une région en voie d'urbanisation. En fait, l'éducation, la formation et l'apprentissage tout au long de la vie favorisent un cercle vertueux d'accroissement de la productivité, de progression quantitative et qualitative de l'emploi et de la création du capital humain. De ce fait, la région de Beni Mellal-Khénifra est appelée à revaloriser son capital humain en surmontant l'état de sous-équipement surtout au niveau de l'éducation, la santé et le transport, en se penchant sur l'adéquation des offres de formation avec les grands chantiers entamés, en bénéficiant des outputs du phénomène migratoire. Ceci fait contribuera à la production des biens et services permettant à la région de consolider sa part de marché national voire mondial dans le cadre de la régionalisation, de même que de l'emmener à être activement impliquée dans les échanges mondiaux.

BIBLIOGRAPHIE

Amara Fouad & Melloul, Anass (2016), Le capital Humain et la croissance économique Marocaine : Une analyse économétrique par le Modèle Vecteur Autorégressif (VAR), **Revue d'Etudes en Management et Finance d'Organisation**, n. 4.

Berriane Mohamed (2015), Dynamiques territoriales et politiques publiques : territoires fonctionnels et territoires officiels , in : Le Maroc au présent: D'une époque à l'autre, une société en mutation : [Description du Maghreb](#), Centre Jacques-Berque, Fondation du Roi Abdul-Aziz Al Saoud pour les Études Islamiques et les Sciences Humaines, Casa Blanca, MAROC.

Bouoiyour, Jamal & Bennaghmouch, Saloua (2002), Capital humain et croissance économique au Maroc, https://www.researchgate.net/publication/50197735_Capital_humain_et_croissance_economique_au_Maroc.

Bouteiller, D., Cossette, M., Fournier, C. et Sabourin, N. (2013). Capital humain et performance(s). Cadres théoriques et protocoles de mesure. HEC Montréal.

Hatem, F. (2004), Investissement international et politiques d'attractivité. in *Economica*, Paris.

Keeley, B. (2004). Le capital humain: comment le savoir déterminer ? Les essentiels de l'OCDE, 163.

Khalfaoui, Abdelaziz, and Siham Lamari (2015), "L'attractivité Des Régions Marocaines: Atouts et Faiblesses Dans Le Cadre Du Plan de Régionalisation Avancée." *Revue Organisation et Territoire* 1.

Léné, Alexandre, (2005), « L'éducation, la formation et l'économie de la connaissance : approches économiques », *Education et sociétés*, vol. n° 15, no. 1,.

Michalet C.A (2007), Mondialisation, la grande rupture, Edition La Découverte.

Mignenan, V. (2020). « Proposition d'un modèle de construction du capital humain en milieu organisationnel », *Ad machina*, n° 4, pp110–134.

Mohamed Berriane (2015) « Dynamiques territoriales et politiques publiques : territoires fonctionnels et territoires officiels », in *Le Maroc au présent, d'une époque à l'autre, une société en mutation*, Centre Jacques-Berque, Fondation du Roi Abdul-Aziz Al Saoud pour les Études Islamiques et les Sciences Humaines, Casablanca.

OCDE, (1996), Mesurer vers une comptabilité du savoir acquis, Paris.

OCDE, (2005), International Symposium « Enhancing City Attractiveness for the Future», 2-3 June, 2005, Nagoya Congress Centre, Japan

OCDE. (2017) 'Human Capital: How What You Know Shapes Your Life', https://www.researchgate.net/publication/344075055_Human_Capital_How_what_you_know_shapes_your_life .

P.A. Samuelson, W.D. Nordhaus (2000), *Economie*, Economica , ed 16.

Poirot, J. & Gérardin, H. (2010). L'attractivité des territoires : un concept multidimensionnel. *Mondes en développement*, n° 149.

RAFFESTIN, Claud (1986), « Écogénèse territoriale et territorialité », in AURIAC, Franck, BRUNET, Roger (dir.), *Espaces, jeux et enjeux*, Paris, Fayard.

Sébastien, L. (2014). Le territoire, un système socio-patrimonial décrypté par le modèle de l'Acteur en 4 Dimensions. *Nouvelles perspectives en sciences sociales*, 10(1), 283–329. <https://doi.org/10.7202/1028442ar>.

Sofía Laiz Moreira (2014), Famille, communauté et transnationalisme, *Hommes & migrations* [En ligne], 1300 | 2012, mis en ligne le 31 décembre 2014. <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.921>

Sofía Laiz Moreira, op. cit. <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.921>

Stiglitz Joseph et alii, *Principes d'économie moderne*, Broché, 2007.

Veltz, P., & Weil, T. (Eds.). (2014). « L'industrie, notre avenir ». Eyrolles <https://revues.imist.ma/index.php?journal=REMFO&page=article&op=view&path%5B%5D=5944&path%5B%5D=4126>>.

Sites officiels

<http://www.equipement.gov.ma/Carte-Region/RegionBeniMellal/Presentation-de-la-region/Monographie/Pages/Monographie-de-la-region.aspx>

<https://www.banquemonde.org/fr/publication/human-capital/brief/the-human-capital-project-frequently-asked-questions>.

https://www.hcp.ma/La-situation-du-marche-du-travail-en-2021_a2810.html

https://www.hcp.ma/region-drta/docs/Publications/rapport_projections_BMKH.pdf

<http://www.transport.gov.ma/carte-region/RegionBeniMellal/Patrimoine-des-infrastructures-regionales/Reseau-routier/Pages/Synthese-Reseau-Routier-TA.aspx>

[La région de Béni Mellal-Khénifra - pncl.gov.ma](http://www.pncl.gov.ma)